

COMMUNIQUE DE PRESSE N° 006/2006
SUR LE HARCELEMENT DES DEPLACES.

1. Depuis quelques temps, certaines autorités s'adonnent à des manœuvres d'intimidation et de harcèlement à l'encontre des sinistrés réfugiés dans les camps de déplacés.
2. Ces manœuvres ont pour but de forcer les déplacés à quitter leurs camps pour retourner dans leurs villages d'origine.
3. La dernière illustration de ce harcèlement nous est rapportée par la Radio Isanganiro. En effet, selon cette station, l'Administrateur communal de Bugendana est en train de pousser les déplacés à retourner, de force, dans leurs villages d'origine ou à s'établir dans d'autres « bigwati » afin de dégager le terrain destiné à la construction de l'Aéroport de Bugendana !
4. Si les déplacés ne déguerpièrent pas, l'Administrateur menace « d'exproprier les déplacés et de distribuer leurs terres aux autres paysans et aux Batwa ».
5. Le cas de Bugendana ne constitue du reste qu'un cas parmi plusieurs autres rapportés dans différentes provinces.

Face à ces manœuvres, le Parti UPRONA déclare ce qui suit :

- 1° Il est immoral et contraire aux conventions internationales de contraindre un réfugié de quitter son refuge.



- 2° Seuls les déplacés qui se sentent en sécurité dans leurs villages d'origine peuvent y retourner, librement, sans contrainte.
- 3° Le Parti UPRONA interpelle les Ministres de l'Intérieur, des Droits de l'Homme et de la Solidarité Nationale pour :
- Rassurer et protéger les rescapés, surtout après la libération des prétendus prisonniers politiques qui ont massacré les leurs et qui sont retournés triomphalement dans les villages.
 - Pour assister matériellement les déplacés comme on le fait pour les rapatriés. Nul n'ignore que certains camps de déplacés ne reçoivent plus aucune aide matérielle.
 - Pour mettre en œuvre un programme de rééducation à la cohabitation entre les déplacés, les rapatriés et les populations restées dans les villages.
 - Pour construire des habitations décentes en faveur des déplacés et rapatriés qui choisissent de retourner dans leurs villages d'origine.
 - En tout état de cause, l'UPRONA estime que la priorité doit être donnée à la création des conditions de la confiance et de la réconciliation. Pour cela, contraindre et traumatiser ne servent à rien. Il faut plutôt promouvoir le dialogue au sein des populations et consulter les intéressés avant de décider à leur place.

Fait à Bujumbura, le 04 / 05 / 2006

LE PRESIDENT DU PARTI UPRONA,

Aloys RUBUKA.

